

# SQ

Terre d'innovations

# PLU

## PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL

---

### 7.15. Note relative à la lutte contre le saturnisme

## ELABORATION

## APPROBATION

Vu pour être annexé à la délibération  
du conseil d'agglomération du 23/02/2017



Le Président,  
Michel Laugier

1, rue Eugène-Hénaff - BP 10118 - 78192 Trappes Cedex  
Tél. : 01 39 44 80 80 [www.sqy.fr](http://www.sqy.fr)

ÉLANCOURT  
GUYANCOURT  
LA VERRIÈRE  
MAGNY-LES-HAMEAUX  
MONTIGNY-LE-BRETONNEUX  
TRAPPES  
VOISINS-LE-BRETONNEUX

**SAINT  
QUENTIN  
EN YVELINES**  
Terre d'innovations 



## Note relative à la Lutte contre le saturnisme infantile

Condition de réalisation d'un constat de risque d'exposition au plomb (articles L.1334-5 à L.1334-10 du Code de la Santé Publique)

- Un constat de risque d'exposition au plomb (CREP) présente un repérage des revêtements contenant du plomb et, le cas échéant, dresse un relevé sommaire des facteurs de dégradation du bâti. Est annexé à ce constat une notice d'information dont le contenu est précisé par arrêté des ministres chargés de la santé et de la construction. (article L.1334-5 du CSP).
- Un CREP doit être réalisé lors de la vente de tout ou partie d'un immeuble à usage d'habitation construit avant le 1<sup>er</sup> janvier 1949, dans les conditions et selon les modalités prévues aux articles L.271-4 à L.271-6 du code de la construction et de l'habitation. (article L.1334-6 du CSP)
- Ce CREP doit être annexé à tout nouveau contrat de location d'un immeuble affecté en tout ou partie à de l'habitation construit avant le 1<sup>er</sup> janvier 1949, et ce depuis le 12 août 2008. (article L.1334-7 du CSP)
- Depuis le 12 août 2008, toutes les parties à usage commun d'un immeuble collectif affecté en tout ou partie à l'habitation, construit avant le 1<sup>er</sup> janvier 1949, devront avoir fait l'objet d'un constat de risque d'exposition au plomb (article L.1334-8 du CSP).

Si le CREP met en évidence la présence de revêtement dégradé contenant du plomb à des concentrations supérieures aux seuils définis par la réglementation, le propriétaire ou l'exploitant du local d'hébergement doit en informer les occupants et les personnes amenées à faire des travaux dans l'immeuble ou la partie d'immeuble concerné. Il procède aux travaux appropriés pour supprimer le risque d'exposition au plomb, tout en garantissant la sécurité des occupants. En cas de location, lesdits travaux incombent au propriétaire bailleur. La non-réalisation desdits travaux par le propriétaire bailleur, avant la mise en location du logement, constitue un manquement aux obligations particulières de sécurité et de prudence susceptible d'engager sa responsabilité pénale. (Article L.1334-9 du CSP).